

print

Présidentielles syriennes : Qui sont les véritables comploteurs contre les droits humains et la démocratie?

By [Fayçal al-Mikdad](#)

Global Research, May 19, 2014

Url of this article:

<http://www.globalresearch.ca/presidentielles-syriennes-qui-sont-les-veritables-comploteurs-contre-les-droits-humains-et-la-democratie/5382883>

Inutile de nous torturer l'esprit à analyser les raisons qui se cachent derrière les prises de position des États-Unis, ou de leurs inféodés en France ainsi que dans d'autres pays européens, contre la tenue des élections présidentielles en Syrie et, plus globalement, contre les réformes et mesures décidées par le gouvernement syrien pour promouvoir la démocratie.

Si certains ont été surpris par leur décision d'empêcher les citoyens syriens d'exercer le droit fondamental d'élire le président de leur choix pour diriger leur pays ; nous, nous disons qu'elle ne fait que confirmer à la communauté internationale, ainsi qu'à nous-mêmes, l'hypocrisie, la falsification et le relativisme qui caractérisent certains pays occidentaux lorsqu'ils traitent des concepts de démocratie !

Il en est ainsi, et depuis toujours, de ces gouvernements occidentaux, de leurs valeurs « colonialistes », de leurs politiques des « deux poids deux mesures », et de la « corruption de leurs dirigeants » qui préfèrent collaborer avec des gouvernements étrangers pour leurs intérêts personnels et celui d'Israël, au détriment des valeurs et idéaux universels répandus dans le monde par la Civilisation européenne.

Quant aux « normes universelles » dont on a convaincu la plupart des pays en voie de développement qu'elles seraient idoines pour gérer leurs affaires, ils trouvent mille prétextes pour les violer ou les imposer sans tenir compte de leur validité ou non sur le terrain. Et, dans tous les cas, ce sont ces mêmes dirigeants qui clament que la liberté, la démocratie, les élections libres, les droits humains, la justice... sont des « valeurs universelles » qui doivent être appliquées dans tous les pays du monde, abstraction faite de leurs us et coutumes, de leur Histoire, et de leur système sociopolitique.

Permettez-moi de dire, et je prie le lecteur de pardonner ma franchise, que les États-Unis et leurs inféodés occidentaux ont transformé ces « valeurs universelles », qu'ils prétendent défendre, en une lamentable farce dont ils sont devenus les bouffons !

Observez, et vous m'accorderez que les gouvernements mentionnés ci-dessus se fichent de toutes les « valeurs humaines » et sont en étroite liaison avec tout ce qui contredit leurs déclarations, aussi bien sur le plan politique que sur le plan médiatique ; leurs organes de presse ayant sacrifié crédibilité, objectivité, et exactitude de l'Information contre de simples bavardages !



Ainsi, et par exemple, peut-on dire que leur relation avec certains dirigeants des pays du Golfe témoignent de leur attachement à la démocratie, aux droits humains, à la justice, et à la bonne gouvernance ?

Ceci dit, si jamais la famille saoudienne avait mené au cours du siècle dernier, et au début de ce XXI^{ème} siècle, quelques élections législatives en vue de la constitution d'un parlement, puis d'un gouvernement, voire de conseils d'élus locaux, sans que nous le sachions, veuillez excuser notre ignorance.

En revanche, les informations précises dont nous disposons en disent long sur les accords nauséabonds passés entre le président socialiste François Hollande et son ministre des Affaires étrangères, le «Mollah» Laurent Fabius – puisse Dieu lui accorder une longue vie – et un État qui n'a jamais fleuri bon la démocratie depuis qu'il existe. Qu'est-ce que cela a à voir avec leurs impératifs démocratiques et humanitaires ? Et ne sont-ils pas en totale contradiction avec les principes mêmes de la Révolution française ?

Voir le « distingué » Laurent Fabius se désoler, quasi larmoyant, parce que les États-Unis n'ont pas lancé leur frappe militaire pour détruire la Syrie, n'est-ce pas un exemple frappant de l'ineptie et de la folie de certains de ces hauts responsables occidentaux et de leur système en faillite, contrairement à ce qu'exigerait la position de leur pays en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, et donc garant du respect de la Charte des Nations Unies qui met l'accent sur la résolution des conflits par des moyens diplomatiques et pacifiques ?

Ajoutez à cela que, s'agissant d'élections présidentielles, les citoyens des pays occidentaux savent très bien qui contribue au financement de la campagne de tel ou tel candidat, et sont parfaitement au courant des millions qu'ils reçoivent de certains dirigeants arabes... Tout le monde sait ce que je veux dire, et de qui je parle, notamment en France.

La grande question est de savoir pourquoi la France, la Grande-Bretagne, et parfois d'autres pays complètement écrasés au sein de l'Union européenne, se précipitent en Afrique, en Asie, et même en Europe, sous divers prétextes incompatibles avec les valeurs de leurs peuples ? L'exacte réponse est que leurs dirigeants persistent à regarder le monde à travers le prisme de l'ère coloniale pour le soumettre à leur hégémonie et en contrôler les ressources. Ceci, sans oublier que les faits nous rappellent, en permanence, l'absence de démocratie au sein même de l'Union européenne prétendument démocratique, vu que les représentants d'un maximum de trois ou quatre pays monopolisent ses processus décisionnels, tant du point de vue administratif que du point de vue politique.

Est-ce par amour indéfectible du Liban, du Mali, et de la Centrafrique que la France intervient systématiquement dans les affaires de ces pays indépendants et souverains, débarrassés de sa tutelle de naguère ? Comment se fait-il qu'à chaque fois que l'un de ces pays évolue dans un sens ou un autre, la France, et seulement la France, est toujours présente pour s'ingérer et remettre les choses « telles qu'elles doivent être » ?

Pourquoi en est-il ainsi ? La réponse n'est certes pas dans sa nostalgie de l'époque coloniale, mais plus exactement dans sa volonté de faire revivre cette époque, de pérenniser sa domination sur ces pays, et bien plus encore !

Et que dire de cette dernière farce du gouvernement français « signifiant à la Syrie l'interdiction d'organiser sur le territoire français des opérations de vote à l'occasion des élections présidentielles syriennes » [1] ?

Si j'ai pris ma plume pour traiter de cette question, c'est parce que d'autres pays pourraient être contaminés par l'hystérie des dirigeants français, alors que ce type de décision tendant à empêcher des citoyens syriens, résidant à l'étranger, d'exercer leur droit constitutionnel sont contraires aux trois versants des principes sur lesquels se fondent les Droits humains ; à savoir, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Droits humains théoriques que le gouvernement français prétend respecter, alors que dans la pratique il les bafoue en plein cœur de Paris ! Droits humains tout autant bafoués par le gouvernement britannique et d'autres gouvernements occidentaux en plein jour !

Ils ont commencé par prétexter que la situation sécuritaire ne permettait pas la tenue

d'élections présidentielles... Pourtant, ces derniers temps des élections ont bien eu lieu en Afghanistan avec la bénédiction de la France, de la Grande Bretagne, et des États-Unis, alors qu'Al-Qaïda sévissait et sévit toujours contre le peuple afghan. Et, plus récemment, des élections ont aussi eu lieu en Irak, pendant que DAECH [EIL : État Islamique de l'Irak et du Levant] massacrait et massacre toujours nos frères irakiens comme c'est le cas en Syrie. Pourquoi ne sont-ils pas intervenus en usant du même prétexte ? Nous ne voulons évidemment pas qu'ils interviennent, mais la question reste posée.

Ensuite, ils ont décrété que ces élections étaient incompatibles avec le Communiqué de Genève I du 30 Juin 2012, tout en sachant que ce deuxième prétexte ne tient pas la route pour la bonne raison que le dit communiqué n'aborde même pas cette question mais, au contraire, insiste sur le maintien et la pérennité des institutions étatiques syriennes !

Et les voilà qui se réunissent le 15 Mai à Londres, capitale de l'Empire colonial, les uns consentants, les autres contraints et forcés, pour nous offrir un nouveau communiqué [2] qui ne vaut même pas l'encre dépensé pour sa rédaction. Copie de documents jaunis sans cesse échangés entre toutes les capitales des prétendus « Amis de la Syrie » pour nier qu'ils ont raté leurs objectifs !

D'ici une quinzaine de jours, ils continueront à mettre l'accent sur le soi-disant caractère illégitime des élections présidentielles syriennes, qui auront lieu le 3 juin prochain ! Nous n'avons pas été surpris par une telle débauche d'ingérences flagrantes de la part de pays qui se prétendent démocratiques et d'autres qui ne connaissent rien à la démocratie, dans le seul but d'empêcher la tenue d'élections pluralistes initiées par le gouvernement syrien véritablement engagé dans une démarche globale pour répondre aux aspirations et « aux besoins » du peuple syrien.

En d'autres termes, le gouvernement français a osé user d'un tel procédé inique dans le seul but d'empêcher la Syrie de sortir de la tragédie qu'elle endure !

Ceux qui ont pris cette décision ne sont ni démocrates, ni civilisés, et auront à rendre des comptes à leur peuple pour avoir truqué ses principes. Prétendre servir la démocratie en empêchant le peuple syrien d'élire le Président de son choix, ne fait que confirmer leur soutien aux terroristes assassins de « DAECH », de « Jabhat al-Nosra », et du « Front islamiste » [3] qui ont versé et versent toujours le sang de ce peuple, sans aucune pitié ; confirme leur soutien à la clique des « Frères Musulmans » à commencer par Erdogan et ses services de renseignement ; confirme leur soutien aux Saoudiens qui ont enfanté cet extrémisme criminel de leur matrice wahhabite ; et confirme leur soutien à bien d'autres dont nous épargnerons la liste à nos estimés lecteurs...

Petit à petit, l'image devient de plus en plus nette... L'ineptie des dirigeants occidentaux conjuguée à celle de leurs inféodés arabes et les véritables responsables de la mort de dizaines de milliers de Syriens, de leur faim et de leur soif comme ce fut les cas à Alep privée d'eau potable pendant 10 jours, finiront par éclater au grand jour.

Alors, ceux qui s'en sont pris à l'État syrien, dernier bastion de l'arabité, de l'indépendance, de la résistance nationale face à l'injustice – notamment celle infligée au peuple palestinien – en déchainant leur haine féroce sur la Syrie pour servir leurs intérêts inavoués et la « sécurité » d'Israël... pourraient bien être sanctionnés par l'électeur européen. C'est déjà arrivé... Chirac, Blair, Georges W. Bush, Sarkozy...

D'ici là, il faut savoir que ceux qui complotent contre la tenue des élections présidentielles en Syrie ne cherchent qu'à y installer le « vide gouvernemental », pour l'offrir en pâture au terrorisme international, détruire son passé, son présent et son avenir, en plus de comploter contre la démocratie, le pluralisme politique, et la liberté d'expression !

Dr Fayçal al-Miqdad

17/05/2014

Article original : Al-Binaa : <http://al-binaa.com/albinaa/?article=4659>

Traduction de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Fayçal al-Miqdad : Vice-ministre syrien des Affaires étrangères

Notes :

[1] Syrie/élection : interdiction de voter en France

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/05/13/97001-20140513FILWWW00236-syrie-interdiction-de-voter-en-france.php>

[2] Ministère des Affaires Étrangères : Communiqué final du Core Group des Amis du peuple syrien (Londres, 15 mai 2014)

<http://www.noodls.com>

[/view/82CB5D2DC1958C9B9BAD3DAA57DB30C90A878246?6507xxx1400241215#sthash.kKGmnb6e.dpuf](http://view/82CB5D2DC1958C9B9BAD3DAA57DB30C90A878246?6507xxx1400241215#sthash.kKGmnb6e.dpuf)

1. Nous, les onze États membres du « Core Group » des Amis de la Syrie à Londres, dénonçons le projet d'organiser le 3 juin une élection présidentielle illégitime annoncé unilatéralement par le régime d'Assad. Ce projet est une injure à la mémoire des victimes innocentes du conflit, est totalement contraire au communiqué de Genève et constitue une parodie de démocratie. Soumis à des règles définies par le régime, un tel scrutin aurait lieu sans la participation politique de millions de Syriens. Nous appelons l'ensemble de la communauté internationale à rejeter cette élection illégitime comme l'ont déjà fait la Ligue arabe, les Nations Unies, les États-Unis d'Amérique, la Turquie et l'Union européenne.

2. Nous sommes convenus à l'unanimité d'adopter ensemble, dans le cadre d'une stratégie coordonnée, de nouvelles mesures afin d'accroître notre soutien à l'opposition modérée représentée par la Coalition nationale, son Conseil militaire suprême et les groupes armés modérés qui leur sont associés, de tenir le régime d'Assad pour responsable de la terreur qu'il impose à son propre peuple et qu'il étend dans la région, notamment en saisissant la Cour pénale internationale par le truchement du Conseil de sécurité, de lutter contre la montée des forces extrémistes, de mener à bien le retrait des armes chimiques syriennes et d'intensifier les efforts de fourniture d'une aide humanitaire au-delà des frontières et des lignes, avec ou sans le consentement du régime. Nous avons chargé nos représentants de mettre en œuvre un plan d'action du « Core Group ».

NB : Core Group des pays « prétendument Amis du peuple syrien » :

Allemagne, Arabie Saoudite, Égypte, Émirats arabes Unis, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni, Turquie.

[3] Syrie : Lexique de la terreur en prévision de Genève II !

<http://www.mondialisation.ca/syrie-lexique-de-la-terreur-en-prevision-de-geneve-ii/5364080>

Copyright © 2014 Global Research